

Interventions des invités

SNTRS-CGT

Intervention de Josiane Tack portée par Jean Kister

Chères et chers camarades.

Le SNTRS-CGT a tenu à honorer votre invitation à ce congrès malgré un agenda très chargé cette semaine. Nous sommes intimement convaincus que nous devons partager nos expériences et analyses pour déboucher sur des luttes communes en ces temps particulièrement difficiles pour les forces de progrès que nous représentons. Car, oui c'est bien la CGT qui porte des idées de progrès, les idées rétrogradent sont celles que nous subissons au quotidien. Beaucoup d'événements ont marqué notre champ d'activité professionnelle durant ces trois dernières années. Nous imaginons aisément que pour la CGT-INRA la fusion IRSTEA / INRA est l'événement le plus marquant de cette période. Le SNTRS-CGT est impliqué dans cette fusion au travers de notre section IRSTEA. Les camarades de l'IRSTEA vont bientôt vous rejoindre dans le nouvel établissement fusionné, nous souhaitons vivement que cette intégration soit enrichissante pour les deux parties et permette à la CGT de rayonner sur d'avantages de sites

au niveau national. Car les luttes dans le cadre de la fusion sont loin d'être terminées, vous êtes maintenant dans le dur du sujet avec les restructurations des services, mutualisations et suppressions de poste et d'activité de recherche ... La défense des personnels n'a pas fini d'être « votre cœur de métier » comme ils disent. Mais aussi la défense des moyens budgétaires soit disant promis à la hausse pour faire accepter la fusion, les promesses n'engageant que ceux qui y croient.

Cette fusion, n'est que la mise en musique d'une politique plus générale de transformation de la recherche qui, d'une part diminue le nombre d'EPST, et d'autre part, recentre ses activités sur les grandes universités au détriment des organismes de recherche. Là, nous assistons à une fusion quant ailleurs nous assistons à la disparition d'un organisme de recherche, l'IFSTTAR, qui perd sa personnalité morale pour être dissout dans l'université « expérimentale » de Gustave Eiffel. L'IFSTTAR était présent sur plusieurs sites, qu'à cela ne tienne, l'université nationale

de recherche Gustave Eiffel aura plusieurs campus sur le territoire national. Les personnels sont sous statut EPST, qu'à cela ne tienne, ils vont bénéficier, le temps de l'expérimentation, d'une dérogation et seront gérés par l'université tout en étant personnels EPST, on leur promet ensuite de rapprocher les deux statuts !

Les universités veulent récupérer les moyens humains et matériels des EPST, qu'à cela ne tienne, c'est open bar !

Au niveau des dossiers recherche publique, la confiance établie entre nous, nous permet d'être plus réactifs dans le traitement de différents dossiers et actions à mener. Je me félicite, au nom de mon syndicat, de cette relation plus apaisée que par le passé. Si les relations peuvent être plus complexes parfois entre nos syndicats sur certains dossiers, disons que nous nous ne pouvons que progresser dans le respect des uns et des autres. Le travail en commun fait au niveau de notre fédération a été un facteur déterminant de

cette évolution, nous devons continuer en ce sens.

La situation des travailleurs ne cesse de se dégrader tant dans le privé que le public. Nous subissons depuis de nombreuses années des réformes néfastes pour nos droits tant de citoyens que de salariés. Il est indispensable, pour se faire entendre et reconquérir des droits, de montrer notre capacité à fédérer les travailleurs.

Nous devons rechercher, tant que possible, la cohérence au sein de la FERC - CGT sur nos revendications, nous serons ainsi plus forts lorsque nous porterons ces revendications au niveau intersyndical. Ce souhait ne signifie en aucun cas qu'une seule voix doit s'exprimer au sein de la FERC, chaque syndicat est indépendant et doit le rester. Cela signifie que, par contre, nous devons privilégier les échanges entre nous pour mieux comprendre les positions des uns et des autres. Si nos stratégies dans l'action peuvent diverger parfois, nous sommes sur le fond des dossiers très largement en accord. Les désaccords portent en général sur les moyens à mettre en œuvre pour faire avancer nos revendications.

Pour ce qui de l'action intersyndicale, elle n'est pas une fin en soit, nous ne devons pas faire l'unité syndicale au détriment de nos revendications. En d'autres termes, il

n'est pas question d'être systématiquement moins disant dans les revendications pour obtenir la signature de tous les syndicats en bas de page. Les syndicats, tel que la CFDT, ne bougent pas le petit doigt pour mobiliser leurs collègues dans les actions qu'ils prétendent mener. Unité d'action oui, mais de réelles actions et des revendications à la hauteur des défis qui sont devant nous. Pour le SNTRS-CGT, ce sont sur ces bases que nous voulons travailler en intersyndicale: les signatures au bas des tracts doivent nous engager.

Nous avons beaucoup de travail militant devant nous. Avec la loi de transformation de la fonction publique, dont on verra les premiers effets dès le 1^{er} janvier 2020 : effets dévastateurs pour les droits syndicaux, pour l'action des représentants du personnel en matière d'hygiène, sécurité et conditions de travail, mais aussi pour le déroulement de carrière des agents et les procédures disciplinaires. Nous assistons à des reculs sans précédent du statut général de fonctionnaire, avec des recrutements sous différentes formes de précarité : CDD, contrat de mission, « tenure track » pour les chercheurs et ouverture plus large pour le recrutement en CDI en lieu et place du recrutement de fonctionnaires d'État.

Les reculs sont énormes pour tous les secteurs de la fonction publique et donc des

missions publiques, il s'agit ni plus ni moins de la casse du statut de fonctionnaire et, pour parfaire le modèle, la réforme des retraites va mettre fin aux régimes spéciaux dont le code des pensions civiles. Sous couvert de traitement « équitable » entre tous les citoyens, nous assistons, sous nos yeux, à la suppression du statut de fonctionnaire.

La réforme des retraites, avec la mise en place de la retraite à point si elle venait à passer, va diminuer les montants des pensions de tous les travailleurs qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public. Pour les fonctionnaires, le calcul sera tellement pénalisant que le gouvernement envisage d'intégrer les primes des fonctionnaires dans le calcul de la retraite, mais avec les primes minables des personnels de l'enseignement supérieur et la recherche, la chute des pensions s'annonce très forte. Il nous faut avoir une réaction à la hauteur des enjeux !

Dans notre champ, nous avons aussi en préparation la loi de programmation de la recherche. Les trois groupes de travail viennent de rendre leurs copies. Rien de nouveau sous le soleil, il s'agit de la mise en place dans la recherche de la loi de transformation de la fonction publique, avec la déclinaison de toute la panoplie des recrutements précaires. Pour ce qui est des financements, il

est bien prévu de mettre des budgets supplémentaires mais fléchés vers la recherche sur projets. L'ANR et le Plan d'investissement d'avenir 4 (PIA 4) y ont la part belle. Le PIA4 doit être financé quant à lui pour parti par la vente des aéroports de Paris. Une raison de plus, s'il fallait en trouver une, pour voter et appeler à

voter en faveur du référendum ADP !

C'est dans ce contexte difficile que nous devons mener des luttes décisives qui portent en fait sur le type de projet de société que nous voulons. Une société solidaire et fraternelle ou une société TPMG (Tout Pour Ma Gueule). Alors, vu l'ampleur de la tâche, nous

ne sommes pas de trop lorsque nous pouvons fédérer nos actions !

Je vous souhaite un bon congrès riche en échanges et réflexions qui vous donnent « la niaque » pour que la CGT gagne tous les combats qui sont devant elle.

CGT FERC Sup

Intervention de Cendrine BERGER

Pour commencer, je veux vous exprimer mes remerciements pour cette invitation à votre Congrès, c'est toujours un réel plaisir, et les salutations fraternelles de l'ensemble de la direction nationale CGT FERC Sup pour vous souhaiter de bons travaux.

Nos organisations syndicales sont amies et convergentes

- ▶ orientation générale (lue dans le rapport d'activité : nous avons les mêmes constats et mené les mêmes batailles)
- ▶ implication dans la révolte aux côtés des GJ
- ▶ caractérisation des violences et des lois liberticides
- ▶ caractérisation et analyse des contres réformes de nos secteurs

Nous pouvons **faire notre, différentes parties de votre document**, par exemple page 63.

« Une formation à la recherche, par la recherche

pour une formation supérieure de haute qualité, à l'esprit critique afin de former des citoyennes et citoyens. »

La destruction de l'ESR comme service public national et de l'éducation dans son ensemble est un projet de classe. Il ne s'agit plus de former des citoyennes et des citoyens à de hautes qualifications en leur permettant d'acquérir un esprit critique pour faire d'elles et eux des citoyens éclairés mais de séparer le blé de l'ivraie, mettre à bas la massification des études au nom d'un entre soi de l'élite, de l'excellence. Parallèlement, ce sont l'ensemble des services publics qui sont visés : les transports, les finances, la santé ; avec eux, la casse de notre édifice social, conquis de l'histoire sociale CGT et par cette volonté de disparition, c'est la mise en œuvre de l'impossibilité de solidarité au sein des territoires, de collectif qui est le point de départ de la pensée, des

réflexions, débats et contestations.

Nous nous **reconnaissons dans vos combats**

- ▶ **PPCR**, l'allongement de nos carrières pour des miettes, la différenciation accrue entre catégories
- ▶ **Rifseep**, en saluant ce que vous avez été capables de construire dans votre organisme et que nous avons eu plus de mal à généraliser dans l'ensemble de nos établissements. Votre lutte exemplaire a été un levier pour développer le refus de l'individualisation et a amené à retarder l'application pour toutes et tous, ne minimisez pas votre travail. Merci et Bravo !
- ▶ **Précarité**, pour fragiliser et mettre aux pas les travailleurs et travailleuses.
- ▶ **Loi contre la FP**, attaque des statuts complétée par la réforme des retraites : moins d'indépendance et plus de contractualisation.

► **Lutte contre la fusion/liquidation** des organismes :

Pour la CGT FERC Sup, c'est plus d'une décennie de lutte contre le processus de Bologne, le LMD, la stratégie 2020, les LRU, autonomie et RCE ; contre les multiples déstructurations, casses, de nos établissements, véritables machines à broyer les missions et les personnels.

Nous n'avons pas de grande victoire ayant mis à bas ces projets libéraux au service du capitalisme mais nous sommes de sérieux grains de sable qui ont ralenti le processus (Pécresse se donnait 5 ans puis Fioraso 3...nous avons dépassé la décennie).

Sur Saclay, nos appréciations ont parfois été différentes (c'est tout notre charme !) : pour vous, la mère de toutes les restructurations, emblématique ; de notre point de vue, un projet parmi d'autres mais dans la mesure de nos possibles, nous avons accompagné votre refus. Tout comme vous déplorez le manque d'implication des personnels sur certaines de vos actions, nous avons déploré le renoncement dans certains des établissements fusionnés mais sans cesser d'expliquer, de contrer, de lutter.

Nous **partageons les mêmes interrogations**

► à propos de la **stratégie** (ou non stratégie), de lutte (ou d'accompagnement) confédérale : la succession des journées d'action, la

multiplicité des positions sur un même sujet.

► nous sommes interrogés, bousculés par les **mobilisations en dehors du cadre syndical**. Persuadés que notre organisation CGT est porteuse de lutte, d'histoire et de projet social mais constatant notre « érosion » et le manque d'écoute d'une partie des salarié.es notamment la jeunesse.

► nous sommes confrontés à des difficultés de **vie syndicale** : manque de réunions dans nos syndicats, rétrécissement des collectifs militants malgré un nombre d'adhésions satisfaisant, multiplication des mandats pour lesquels nous passons nombre de temps face aux patrons et moins avec nos collègues d'où la nécessité de consolider nos syndicats et de revenir au BABA, la rencontre des salarié.es : parler avec les travailleuses et les travailleurs de ce qui les intéresse (pour l'amélioration immédiate de leurs conditions de travail, salaires, carrières..) pour avec eux, élaborer les revendications, construire le rapport de force et l'émancipation.

► nous nous posons les mêmes questions : comment le faire (quelle communication, comment envisager nos participations à quelles instances et comment définir le mandat avec les travailleurs). En ce sens, nous venons de proposer une campagne offensive à l'aide de matériels courts pour retourner discuter, écouter nos collègues ; reprendre

l'habitude des tournées de service.

A la différence des propositions que nous jugeons principalement électoralistes et court-termistes, nous jugeons essentiel de **renforcer la CGT** mais pas l'organisation, pour l'organisation. Il ne s'agit pas dans le cadre contraint des accords de Bercy, de courir après l'absolue représentativité et de porter une unification syndicale à tout prix. **Le rassemblement de la CGT, pour nous c'est avant tout avec la CGT et l'ensemble des salarié.es!**

Ainsi, nous nous devons d'**être attentifs et présents** dans toutes les formes de révolte même celles en dehors du cadre syndical. Dans la même veine, l'**unité syndicale** doit se faire quand c'est possible mais **sur une plateforme revendicative claire**. Nous considérons que la CGT est un outil au service des travailleuses et travailleurs et en ce sens nous ne sommes ni l'avant garde éclairée, ni la voiture balai des différents combats mais des travailleuses et travailleurs experts de leur travail, au sein de collectifs qui par la discussion, le débat vont co-élaborer des revendications avec leurs collègues.

Enfin, je souhaite pour terminer m'arrêter sur un paragraphe de votre document, page 79.

Dans notre document de congrès 2017, nous proposons d'**interroger le**

travail CGT commun au niveau Comue et non un syndicalisme CGT uniquement dans les COMUE avec une opération d'OPA, sur l'ensemble des OS CGT existantes.(ni celles des EPST, ni celles d'autres fédérations)

Le niveau national des OS dans ce cadre de destruction reste indispensable. Tout comme la sauvegarde des organismes et de leurs organisations.

Aujourd'hui plus encore, la question de quelle organisation des OS CGT de l'ESR dans le respect de leurs

statuts et prérogatives, pour une stratégie et un travail CGT efficace reste de notre point de vue d'autant plus d'actualité.

La FERC est 1 lieu de partage et de construction mais le collectif ESR ne permet pas à lui seul ce travail. Il se donne comme ambition d'élaborer les lignes stratégiques à partager dans la CGT, les questions d'international et celle des mandats partagés.

MAIS si nos relations nationales CGT Inra/ Ferc sup) sont bonnes et convergentes, nous constatons la difficulté

de développement d'un travail commun en local.

Dans ce cadre, il nous semble nécessaire de faire se rencontrer nos militantes et militant (SNTRS, UN CGT Crous, CGT Inra et Cgt Ferc Sup) pour améliorer le partage de nos actions et la convergence de nos stratégies.

Vous souhaitant de bons et fructueux travaux : Bon congrès, Vive la CGT INRA et vive la CGT !

*SUD-Recherche Branche INRA
Intervention de Françoise Prudhomme*

Chères et chers camarades et collègues,

Nous saluons le 28ème congrès de la CGT-INRA qui se tient à Carcans cette semaine et où nous vous remercions de nous avoir conviées.

Nos camarades de l'IRSTEA n'ont pas pu se joindre à notre délégation SUD et vous demandent de bien vouloir les excuser.

Nous vivons des temps troublés et nous sommes face à des défis humanitaires et environnementaux sans précédent. Les femmes et les hommes n'ont dorénavant pas d'autre choix que de coopérer et de s'entraider, et d'abandonner ce à quoi le système capitaliste les a habitué-e-s : la compétition débridée, l'égoïsme et le repli.

Ce qui est une évidence dans nos vies personnelles l'est aussi dans nos vies professionnelles.

Et dans ce qui nous touche plus particulièrement, notre travail au service de la recherche publique, nous pensons important de renforcer les relations entre nos deux organisations, au-delà de leurs différences, dans leur parcours, dans leur périmètre (inter-EPST pour SUD-Recherche) et parfois dans leur approche des questions qui nous sont posées par la société. Car ce qui nous rapproche est plus grand que ce qui nous sépare.

Nous, CGT et SUD, partageons déjà nombre de combats et nous faisons front commun contre les syndicats d'accompagnement CFDT et CFTC :

- dans la fusion INRA/IRSTEA, où nous intervenons pour limiter au maximum les impacts négatifs sur les personnels et pour préserver des projets scientifiques ambitieux,

- dans le déménagement sur le plateau de Saclay qui, sans accompagnement des organisations syndicales, aurait été encore plus dévastateur qu'il ne le sera,

- dans les privatisations comme celle du domaine de Couhins, la « vitrine » de l'INRA d'après la direction qui n'est pas à un paradoxe près en amputant l'institut d'un outil de recherche publique.

Et la liste n'est pas exhaustive...

Dans cette société de plus en plus marchande, de plus en plus dure qu'on veut nous

imposer, dans des politiques de mise en compétition sans limite des agents, de dégradation des conditions de travail et d'emploi, de casse de la recherche publique et de fragilisation du dialogue social, la capacité d'action des personnels doit être renforcée et l'unité d'action syndicale en constitue l'un des piliers.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique et la réforme des retraites annoncent de nouveaux combats pour lesquels l'union des forces d'opposition devra s'imposer.

Le travail convergent mené en CHSCT, à l'échelon national mais aussi dans les centres, face à la dégradation des conditions de travail et à leur impact sur la santé des agents, prouve qu'ensemble on est plus forts. Il nous arrive ainsi de réussir et même parfois de vaincre.

Et d'évidence, ce besoin d'unité d'action ne s'arrête pas à la porte de l'INRA. Nos deux syndicats se sont souvent retrouvés sur la même approche lors des échanges au sein de l'intersyndicale de l'ESR (sur la politique de recherche, sur la loi Sauvadet).

C'est ce message que nous souhaitons porter aujourd'hui. Travaillons ensemble dans le respect de nos différences et essayons d'en tirer les forces qui influenceront sur les applications des décisions politiques, et faire que nos exigences pour une recherche publique indépendante, courageuse et engagée dans la construction d'un monde vivable et solidaire soient entendues. Nous savons votre détermination sans faille, la nôtre l'est tout autant.

Avant de conclure, et pour revenir à l'actualité, nous voulions partager notre expérience d'un atelier « Signature

de la pétition contre la privatisation des aéroports de Paris » que nous avons programmé lors de notre congrès et qui s'est révélé mobilisateur et productif.

Pour rappel, alors qu'un peu plus de **800 000 signatures** ont été recueillies à ce jour, la loi en impose 4,7 millions pour déclencher un référendum. C'est un énorme défi soutenu par la CGT et par Solidaires, aux côtés d'autres formations politiques et syndicales qui défendent l'intérêt général et les services publics. La mobilisation doit être à la hauteur, avant la date butoir du 12 mars 2020.

Nous nous souhaitons solidairement, à vous comme à nous, des succès électoraux et des victoires syndicales nombreuses et enthousiasmantes et nous vous souhaitons, chères et chers camarades, un bon congrès, studieux et festif !

CGT-FORET

Intervention de Thierry Lamant

Les personnels de l'ONF ont pour mission de travailler à la pérennisation de la forêt publique. C'est une tâche de service public pour l'intérêt général, qui ne peut être soumis à quelque gouvernement ou quelque intérêt privé que ce soit, et qui donne tout son sens au statut de la Fonction Publique.

Le problème est d'autant plus crucial aujourd'hui, au vu de la dérive marchande de l'ONF, et

au début d'une crise sanitaire dans un contexte de réchauffement climatique.

Une sylviculture intensive au service de la filière bois et au détriment des sols et de la biodiversité a fragilisé nos forêts.

Les réductions de personnel et restructurations incessantes ont détruit les collectifs de travail et l'esprit de solidarité permettant de réagir efficacement à des attaques graves naturelles (tempête, sécheresse...).

Plutôt que de parler volume de bois, il va bien falloir penser régénération des forêts, des sols, réfléchir à une autre sylviculture, s'adapter au changement climatique.

Il s'agit là d'un enjeu d'intérêt général, au niveau mondial, et la France se doit (comme elle le prétend d'ailleurs) de le considérer comme majeur.

Cette politique qui doit donc être menée doit l'être pour la forêt publique aussi bien que

pour la forêt privée. Et pour cela, il faut s'en donner les moyens, que ce soit au niveau des personnels, que de la structuration des services, qui doivent, pour l'essence même des métiers de la foresterie, avoir un cadrage étatique, et un financement étatique, indépendant des ressources et des donateurs d'ordre.

Et c'est bien à un niveau global qu'il faut repenser espaces boisés, qualité des sols, essences à privilégier. Une ligne directrice forte doit être donnée par l'État, lequel doit donc y mettre les structures, les moyens financiers et humains adéquats. Il en va aussi bien de la filière bois, qui risque d'être complètement dérégulée, que de l'environnement.

Il faut s'engager sur du long terme, et revoir toute notre politique forestière et nos modes de sylviculture. On doit s'orienter vers de l'investissement et de la recherche.

Ce qui implique donc aussi de donner des moyens à des structures telles que l'INRA.

L'INRA se retrouve sans aucun doute avec les mêmes problématiques de gestion que l'ONF, par manque de moyens et des commandes confrontées à des conflits d'intérêt.

La CGT-Forêt a participé à l'organisation l'année dernière de la marche pour la forêt, qui a abouti au manifeste de Tronçais. À la fin de ce mois d'octobre, nous allons participer aussi aux assises de la forêt,

initiées par SOS Forêt, dans le but de proposer un projet de loi forestière, avec des parlementaires.

Les initiatives citoyennes, associatives et syndicales doivent converger vers de nouvelles mesures au service de la protection de l'environnement et de la biodiversité.

Ensemble, nous pouvons avoir plus d'écoute et de poids dans les prises de conscience et les décisions à prendre, dans un délai qui va s'avérer de plus en plus court.

Pour des forêts résilientes, il faut une politique forestière volontariste, étatique, et qui donne les moyens à tous les acteurs de pouvoir y travailler.